

FEUILLETON

DE LA
SEMAINE COMMERCIALEHISTOIRE DU LIBRE ÉCHANGE
EN ANGLETERRE

Traduit de l'anglais de A. Mongredien

CHAPITRE VII

Situation du pays.—Scène entre sir R. Peel et Cobden.—Activité de la Ligue.—Débat sur la motion annuelle de M. Villiers.

L'année 1843 s'ouvrit dans l'inquiétude et le découragement. La situation des affaires ne s'était pas encore améliorée parmi les classes commerciales et manufacturières, quoiqu'une récolte abondante eût adouci leurs privations en diminuant le prix du grain. D'un autre côté, les fermiers avaient subi de grandes pertes par suite de la baisse des grains, parce qu'ils payaient des loyers basés sur les prix de famine. Passons en revue le prix courant du froment pour six années, tel qu'il fut donné par sir Robert Peel, dans son discours sur la motion de lord Howick : "Le 2 janvier 1835, le froment valait 25 fr. 43 les 100 kilogrammes ; le même jour, en 1836, il valait 22 fr. 54 ; en 1839, 33 fr. 69 ; en 1840, 24 fr. 31 ; en 1841, 26 fr. 29 ; en 1842, 27 fr. 19 ; en 1843, 20 fr. 21." Ces fluctuations, que cet instrument ingénieux et compliqué : l'échelle mobile, avait pour fonction spéciale et avouée de prévenir et d'éviter, sont saisissantes. La hausse en 1838 et 1839 fut de 11 fr. 15 ; la baisse entre 1842 et 1843, de 6 fr. 98. La première ruina les négociants, la seconde ruina les fermiers. Quant aux propriétaires, ils s'enrichirent dans les deux cas, tantôt aux dépens d'une classe, tantôt à ceux d'une autre.

La diminution de dépenses de la communauté appauvrie se manifesta clairement, pendant le dernier trimestre de 1842, par une différence de 32 000 000 de francs, dans les deux branches importantes des douanes et des accises,—différence équivalant à 128 000 000 de francs par an.

C'est dans ces circonstances que s'ouvrit la session, le 2 février. Le débat sur l'adresse ne fut remarquable que par une déclaration de sir Robert Peel, qui désapprouva profondément les avocats du progrès.

"J'ai apporté dans la session dernière, dit-il, des changements plus étendus au commerce de ce pays, qu'il ne s'en était jamais fait auparavant... mais je n'ai pas laissé supposer à la Chambre que je continuerais, chaque année, à introduire de ces changements étendus." Il conclut par l'aveu que "le gouvernement de Sa Majesté n'avait en vue aucune modification des lois céréales."

Cette politique d'inaction poussa l'opposition à une attaque. Le 18 février, lord Howick fit une motion pour que la Chambre se formât en comité et recherchât les causes de la détresse. Il en résulta un débat intéressant, qui dura cinq séances. Le discours de l'auteur de la motion contenait une exposition lumineuse des principes du libre échange, auxquels, dans sa

réponse, M. Gladstone donna sa fraîche adhésion, en appuyant cependant sur la nécessité d'agir avec prudence dans leur adoption pratique. "Lord Howick, dit-il, aurait pu s'épargner la peine d'exposer des principes abstraits, car il n'y a ici qu'une question de temps et de gré."

Le cinquième jour du débat, une scène fort vive eut lieu, dont Peel et Cobden, deux des hommes les plus éminents de cette partie de notre histoire, furent les principaux acteurs. Pour mieux les comprendre, il faut savoir que peu de jours auparavant, le 21 janvier, M. Drummond, le secrétaire particulier et l'ami intime de sir Robert Peel, avait été mortellement blessé d'un coup de feu dans la rue par un homme que l'on reconnut plus tard atteint de folie. On avait toute raison de croire que l'assassin avait pris M. Drummond pour sir Robert Peel, et que son intention était de tuer le premier ministre. L'effet de ce triste événement, qui était pour lui tout à la fois une perte personnelle et une menace, sur le système nerveux de sir Robert Peel, se manifesta par l'irritabilité inaccoutumée de ses manières à cette époque. Dans la séance en question, il céda à l'excitation du moment et se laissa entraîner à une regrettable indiscretion.

M. Cobden, dans la péroraison d'un discours très remarquable, venait de prononcer ces paroles :

"Il était au pouvoir de Robert Peel de faire adopter les mesures nécessaires au peuple ; s'il n'avait pas ce pouvoir comme ministre, il pouvait l'avoir en donnant sa démission. Sir Robert Peel doit être tenu comme individuellement responsable : le corps électoral le forcera bien à lui rendre justice."

Ici, le premier ministre se leva, et, avec une grande véhémence, il s'écria : "Sir, l'honorable gentleman vient d'affirmer ici avec emphase, comme il l'a fait plus d'une fois à la conférence de la Ligue, qu'il me tient individuellement (ces derniers mots, prononcés avec une grande solennité, provoquèrent sur les bancs ministériels des applaudissements bruyants et prolongés, pendant lesquels la Chambre présenta l'aspect d'une extrême agitation), pour individuellement responsable de la détresse et des souffrances du pays ; qu'il me tient pour personnellement responsable (nouveaux applaudissements). Quelles que puissent être les conséquences de ces insinuations (applaudissements véhéments), je ne me laisserai jamais influencer par des menaces (applaudissements prolongés), jusqu'à adopter une ligne de conduite que je considère... (Le reste de la phrase se perd dans les cris répétés des bancs ministériels.)"

M. Cobden se leva et répondit : "Je n'ai pas dit que je tinsse le très honorable gentleman pour personnellement responsable (cris de : *Oui ! oui ! vous l'avez dit !* sur les bancs ministériels mêlés aux cris de : *A ordre !*) J'ai dit que je tenais le très honorable gentleman pour responsable en vertu de ses fonctions (cris de : *Non ! non ! confusion*), comme mon discours suffit à l'expliquer (nouveaux cris de : *Non ! non !* sur les bancs ministériels.)"

Peu à peu, l'émotion soulevée par cet incident s'apaisa, et sir Robert Peel lui-même recouvra son équilibre, car il fit un discours très éloquent, et la motion fut

rejetée par 306 voix contre 191. A la fin du débat, M. Cobden se leva de nouveau pour désavouer le sens qu'on avait voulu imputer au mot "individuellement", et sir Robert Peel, d'une façon quelque peu froide et hautaine, accepta l'explication.

L'impression, dans le pays, fut que l'interprétation donnée aux paroles de Richard Cobden était injustifiable et absurde. Nul de ceux qui savaient quelque chose de lui et de sa carrière, comme de la Ligue et de ses chefs, ne pouvait s'imaginer comment l'idée qu'ils pussent conseiller et encourager l'assassinat avait pu entrer dans la tête d'un homme raisonnable. La seule excuse ou plutôt la seule explication qu'on puisse en donner est l'excitation nerveuse, l'impulsion subite qui naît de la fièvre du débat. Sir Robert Peel confessa plus tard librement son erreur et s'en excusa noblement.

L'imputation lancée contre Richard Cobden, loin de ternir sa renommée, étendit largement son influence et sa popularité. Ses partisans organisèrent de nombreux meetings dans tout le pays, dans le but de lui exprimer tout à la fois leur indignation contre l'accusation dont il avait été l'objet, leurs remerciements pour ses efforts, leur confiance en son caractère, leur admiration pour son talent. Nous nous contenterons de décrire un de ces meetings, celui qui eut lieu dans la nouvelle salle du libre échange, à Manchester. Sous les arcades de cette superbe toiture qui englobe en une seule salle un espace presque aussi grand que Westminster-Hall, neuf mille personnes se réunirent pour manifester en cette occasion.

L'éminent et énergique président de la Ligue occupait le fauteuil, et il sut exciter au plus haut degré les sentiments de l'auditoire, par sa vigoureuse répudiation de l'accusation portée contre M. Cobden et ses collègues. Il se résuma ainsi : "Au nom de tous ceux qui sont compris dans cette accusation, je nie que jamais nous ayons approuvé, connu même aucun agent, aucun moyen qui ne fussent pacifiques et moraux, bien loin d'avoir fait alliance avec eux (nombreux applaudissements). Au nom des dames (grands applaudissements) qui occupent ces galeries (immense acclamation ; tout le nombreux public du centre agit ses chapeaux), qui si souvent ont honoré nos meetings de leur gracieuse présence et qui sont comprises dans cette vile attaque,—je le nie (Applaudissements assourdissants.) Au nom des milliers de travailleurs qui se présentent devant moi dans cette salle et qui sont compris dans cette attaque,—je le nie. (Applaudissements.) Au nom des gentlemen qui m'entourent sur cette plate-forme, qui encouragent nos opérations, qui se sont identifiés avec elles, et qui sont compris dans cette attaque,—je le nie. (Nouveaux applaudissements.) Au nom du grand corps des commerçants, des manufacturiers, des négociants de tous les points du royaume, qui sont avec nous et qui sont compris dans cette attaque,—je le nie. (Applaudissements prolongés.)... Et enfin, au nom des deux mille ministres de la religion (applaudissements bruyants et répétés.) Et, pour terminer, je rejette la calomnie à qui osera la répéter, comme un atroce, obstiné et audacieux mensonge." (Applaudissements bruyants et prolongés.)

La salle, pendant ce morceau d'élo-